



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE - CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 09/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCHROLL

6 Rue de Cherbourg
67100 Strasbourg

Références : 0006704109_2026_03_12_Schroll_Pfastatt_Gest_ViO_pluviales
Code AIOT : 0006704109

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2026 dans l'établissement SCHROLL implanté 2a, rue de l'Imprimé ZI Texpark - Pfastatt Le Château 68120 Pfastatt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite prend place dans la cadre de l'action collective 2026 "Gestion des eaux pluviales". L'objectif de cette action est de prévenir la dispersion des macro-polluants (débris, plastiques, métaux) et micro-polluants (hydrocarbures, produits chimiques) depuis les zones susceptibles d'être polluées vers les milieux récepteurs. Cela se traduit au travers de la vérification que les zones susceptibles de générer des pollutions sont identifiées, et que des traitements adaptés sont présents et entretenus.

Référentiel réglementaire :

- Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux

émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

- Arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2019 portant autorisation à la société SCHROLL SAS à Pfastatt, d'étendre son centre de tri, transit, regroupement et traitement de déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCHROLL
- 2a, rue de l'Imprimé ZI Texpark - Pfastatt Le Château 68120 Pfastatt
- Code AIOT : 0006704109
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Pfastatt de la société SCHROLL est un centre de tri de déchets, en provenance de professionnels et de déchetteries.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Dispositif de traitement adéquat	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43-1-II Alinéa 1er	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Entretien des ouvrages	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43-1-II Alinéa 2 et 3	Demande d'action corrective	1 mois
4	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 17/05/2019, article 2.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Valeurs limites applicables aux rejets	Arrêté Préfectoral du 17/05/2019, article 4.3.10	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Objectifs généraux	Arrêté Préfectoral du 17/05/2019, article 2.1.1	Mise en demeure, respect de prescription ; Mesures d'urgence	10 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43-2 Alinéa 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que ses dispositifs de traitement des eaux de ruissellement sont adaptés, une demande de justificatif est donc adressée à l'exploitant.

En outre, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir l'ensemble des bordereaux de suivi des

déchets (BSD) pour le curage des dispositifs et le protocole d'entretien associé.

Par ailleurs, le contrôle met en évidence :

- des dépassements des limites réglementaires pour les rejets d'eaux pluviales après traitement,
- des souillures au sol au niveau de l'exutoire du décanteur lamellaire SH01, vers la Doller,
- une évacuation des boues de curage en tant que déchets non dangereux alors qu'ils relèvent d'un code déchets dangereux.

Ces constats justifient la proposition d'un arrêté de mise en demeure.

Par ailleurs, il a été constaté la présence de souillures au niveau de l'émissaire de rejet des eaux pluviales ouest sur la berge de la Doller. Il est proposé de prescrire la mise en œuvre de mesures de caractérisation et de remédiation à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43-2 Alinéa 3
Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : <i>« Le plan des réseaux de collecte des effluents prévu à l'article 4 doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. »</i>
Constats : Il est présenté par l'exploitant un plan de réseaux, daté du 19 novembre 2025. Ce plan fait apparaître l'ensemble des éléments attendus, de même que des points cotés en altitude afin d'appréhender les pentes définissant les sens d'écoulement des différentes zones. De plus, l'exploitant présente le plan de défense incendie (PDI), transmis aux services d'incendie et de secours, auquel ce plan est annexé. Ce constat n'appelle pas de remarque de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositif de traitement adéquat

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43-1-II Alinéa 1er
Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : <i>« Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement</i>

adéquat permettant de traiter les polluants en présence. [...] »
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté la présence de deux dispositifs de traitement, que l'exploitant définit comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un décanteur lamellaire, traitant les eaux de ruissellement sur les stocks de déchets, en partie Ouest du site (SH1) ; • Un séparateur d'hydrocarbures, qui traite les eaux issues de la zone dévolue aux poids lourds, en partie Est du site (SH2). <p>Les points de rejet vers le milieu naturel se situent en aval de ces équipements. Les constats sur ces exutoires sont présentés au point n°6 du présent rapport.</p> <p>Les voiries et les zones d'entreposage de déchets visibles le jour de la visite sont en bon état, ne présentant pas de défaut structurel pouvant altérer leur étanchéité et sont ainsi compatibles avec la collecte des eaux pluviales.</p> <p>Toutefois, les valeurs limites d'émissions (VLE) sur les rejets après ces dispositifs ne sont pas respectées aux niveau des deux émissaires pour certains paramètres (voir constat N°5 du présent rapport) au cours de la dernière analyse de surveillance. Ces dépassements sont constatés pour les deux dispositifs SH1 et SH2. Des souillures ont également été observés à la sortie de l'émissaire ouest (cf constat 6).</p> <p>Dans ces conditions, il n'est pas justifié que les dispositifs de traitement mis en place sont adaptés, une demande justificatif est donc formulée à l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient que l'exploitant justifie de l'adéquation des dispositifs mis en place (SH1 et SH2) au regard des traitements nécessaires s'agissant des eaux de ruissellement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Entretien des ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43-1-II Alinéa 2 et 3
Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, [...] ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>

<p>Constats :</p> <p>Les dispositifs de traitement (identifiés SH1 et SH2 au constat N°1) sont curés tous les 4 mois, les deux derniers rapports mentionnent des opérations les 12 novembre 2025 et le 10 février 2026.</p> <p>Pour les opérations de novembre 2025, l'exploitant présente le bon de commande, précisant le curage des dispositifs, et le traitement des déchets, comportant le volume attendu. Il est mentionné un test de bon fonctionnement de l'ouvrage sans qu'il soit précisé en quoi consiste ce test. Il est par ailleurs constaté que l'exploitant ne dispose pas de protocole d'entretien établi.</p> <p>Un numéro de bordereau de suivi des déchets (BSD) est associé aux documents du prestataire. En revanche l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir ce document concernant l'entretien du mois de novembre 2025 au cours du contrôle. Seul le BSD associé à l'intervention du 10 février 2026 a été présenté.</p> <p>De plus, il est stipulé un traitement des déchets pour du "sable de curage non pollué" (cf point de contrôle 4). L'exploitant n'a pas su préciser en quoi consistait cet élément. Il est rappelé que les boues de curages des séparateurs hydrocarbures et dispositifs équivalents doivent de facto être considérés comme des déchets dangereux (en cohérence avec les éléments précisés à l'article 5.1.7 de l'arrêté préfectoral du 17 mai 2019).</p> <p>S'agissant d'éléments documentaires ne remettant pas en cause les intérêts protégés mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'environnement, il n'est pas proposé de suites administratives à ce stade.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant précisera en quoi consiste les opérations de maintenance des dispositifs de traitement, au travers d'un protocole, ou d'une procédure qui sera transmise à l'inspection des installations classées.</p> <p>Il appartient à l'exploitant de communiquer l'ensemble des documents associés aux deux dernières interventions réalisées sur les dispositifs de traitement des eaux pluviales (BSD et compte rendu d'intervention).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Exploitation des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2019, article 2.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p>

- [...] ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, [...]»

Constats :

Sur le BSD relatif aux opérations de curage des séparateurs à hydrocarbures du 10 février 2026, il est mentionné le code 20 03 06 (déchet non dangereux provenant du curage des égouts).

S'agissant de déchets provenant d'un séparateur à hydrocarbures, ce code déchets n'est pas justifié. En effet, sauf à démontrer le contraire, ces déchets sont des déchets dangereux relevant du code 13 05 02* (déchet dangereux provenant de séparateurs eau / hydrocarbures, cf article 5.1.7 de l'arrêté du 17 mai 2019).

Au regard des éléments précisés ci-dessus, il apparaît que l'exploitant ne met pas en œuvre une gestion adaptée des déchets en fonction de leurs caractéristique, à ce titre des suites administratives sont proposées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient que l'exploitant utilise le code déchet adéquat, et que l'exploitant justifie que les déchets produits suivent la filière adaptée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Valeurs limites d'émission des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2019, article 4.3.10

Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

«[...]L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :

Paramètre	Code Sandre	concentration (mg/l)
MES	1305	35
DCO	1315	125
DBO5	1313	30
Hydrocarbures totaux	7009	10
Naphtalène	1517	0,130
Fluoranthène	1191	0,025
Somme (Benzo(b)fluoranthène, benzo(k)fluoranthène, benzo(a)pyrène, benzo(g,h,i)pérylène, indénol (1,2,3-cd)pyrène	7088	0,025
Chrome total	1389	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j

Chrome hexavalent	1371	50 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Cuivre	1392	0,15 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Nickel	1386	0,2 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Plomb	1382	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Zinc	1383	0,8 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Arsenic	1369	25 µg/l si le rejet dépasse 0,5 g/j
Mercure	1387	0,025
Cadmium	1388	0,025

Dans le cas de prélèvements instantanés aucun résultat de mesures ne dépasse le double de la valeur limite prescrite »

Constats :

L'exploitant présente les résultats d'autosurveillance pour les deux points de rejets dans la Doller, en sorties respectives des équipements SH1 et SH2, en date du 10 février 2026.

Le dernier rapport d'analyse fait apparaître des dépassements par rapport aux valeurs limites pour certains paramètres.

S'agissant de prélèvements instantanés, le double de la VLE est considéré.

Dans ces conditions, il est constaté uniquement les dépassements suivants :

- SH1 : DBO5 (74 mg/l)
- SH2 : MEST (150 mg/l).

Les valeurs limites ne sont pas respectées, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de la prescription contrôlée. A ce titre, des suites administratives sont proposées.

Par ailleurs, l'Inspection observe que dans son rapport du 10 février 2026, le laboratoire d'analyse a pris les valeurs limites de l'arrêté du 19 juin 2006, alors que l'article portant sur les VLE a été abrogé par l'article 4.3.10 de l'arrêté du 17 mai 2019 (présent point de contrôle).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Objectifs généraux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2019, article 2.1.1

Thème(s) : Autre, Prévention des pollutions

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- [...] ;

- prévenir en toutes circonstances l'émission, la dissémination ou le déversement chronique ou accidentel, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages ;
- [...]

Constats :

S'étant déplacé au niveau des exutoires, au bord de la Doller, l'Inspection constate une pollution visuelle, sous la forme d'une boue vaseuse noire, qui s'écoule de l'exutoire Ouest, raccordé au décanteur lamellaire (SH1). (voir photos en annexe du présent rapport).

L'exploitant l'a découverte au cours du contrôle. Il n'a pas été en mesure d'en préciser la nature.

Au regard de ces éléments, il apparaît que la prescription précitée n'est pas respectée, l'exploitant ne prenant pas toutes les mesures nécessaires pour prévenir la dissémination de matières ou substances susceptibles de présenter des dangers ou inconvénients pour l'environnement et le milieu naturel.

L'exploitant déclare effectuer un prélèvement le jour même pour analyse.
A ce jour, les résultats d'analyse n'ont pas été communiqués.

Dans ces conditions, il est proposé de prescrire la mise en œuvre de mesures en application de l'article L. 512-20 du Code de l'environnement et notamment :

- la caractérisation de la pollution dans un délai de quinze jours ;
- la mise en œuvre de mesures de remédiation dans un délai d'un mois ;
- le cas échéant, que l'exploitant complète l'étude relative à l'interprétation de l'état des milieux prescrite par arrêté du 20 novembre 2025 avec les éléments pertinents associés à cet évènement dans un délai de trois mois.

Il convient de préciser qu'une pollution de la Doller ayant pour origine les rejets de cette installation a déjà eu lieu à deux reprises en 2025, le 21 juin 2025 et le 17 novembre 2025. Un arrêté en date du 20 novembre 2025 prescrit déjà des investigations et des mesures de remédiation à la société Schroll pour son site de Pfastatt.

Au regard de ce qui précède, des suites administratives sont proposées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre des mesures appropriées pour maîtriser les rejets associés à son installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription ; Mesures d'urgence

Proposition de délais : 10 jours

Hors point de contrôle

L'évènement objet du point de contrôle 6 a fait l'objet d'une déclaration d'accident le 26 mars 2026.